

La réforme des retraites c'est perdant-perdant !

Avec la volonté d'un régime unique, le gouvernement prépare un changement radical de notre système de retraite. Il ne fera que des perdants, y compris chez les retraités actuels.

Mobilisons nous contre ce projet !

Pourquoi une nouvelle réforme des retraites ?

Cette réforme s'inscrit dans un vaste ensemble de déconstruction de notre protection sociale mise en place à la fin de la Seconde Guerre mondiale grâce au programme du Conseil national de la Résistance.

Un système conquis alors par les forces productives du pays et constituant le socle social qui a perduré jusque dans les années 80.

Puis, les choses s'inversent. Des politiques libérales sont instaurées, impulsées par Reagan, Thatcher.....

Bon nombre de gouvernements sociaux-démocrates, comme en France, s'engouffrent dans la brèche. Dans les années 90, la chute du mur de Berlin et la modification des rapports Est-Ouest marqueront une ère nouvelle pour le capitalisme.

C'est « open bar » pour les marchés financiers ! Une finance qui, depuis, non seulement n'entend rien lâcher, mais en veut toujours plus. Pour cela, rien de mieux que de mettre directement « les siens » au pouvoir pour capter sur la manne financière de plus de 400 milliards d'Euros que représente, en France, la protection sociale et l'offrir au marché de l'assurantiel.

C'est à cela que s'attelle Macron depuis près de deux ans, notamment avec sa réforme systémique des retraites. Au prétexte de plus de justice sociale

Malgré ce qui reste de nos amortisseurs sociaux, les inégalités et la pauvreté progressent, notamment chez les femmes et les retraités.

Aujourd'hui, pour un grand nombre de salariés, nous avons un système de cotisations définies avec des prestations définies.

Les cotisations de tous ceux qui travaillent servent à payer les pensions de tous ceux qui sont en retraite. C'est solidaire entre les générations, sécurisant, lisible et prévisible. Je cotise, mais à n'importe quel moment de ma carrière, je peux me projeter et savoir ce que j'aurai à la retraite.

Demain, c'est l'insécurité sociale instituée et généralisée !

Je me ferai ma propre tirelire. Je sais, certes, ce que je mets dedans, mais dans 40 ou 45 ans, lorsque je la casserai, que vaudra-t-elle ? C'est la grosse inconnue du projet gouvernemental ?

La valeur du point sera fonction d'éléments aussi aléatoires que la « soutenabilité » des finances de l'État ou l'espérance de vie d'une génération donnée. En gros, pendant 40 ou 45 ans, je vais cotiser avec un bandeau sur les yeux.

Mais au-delà, sur l'unification des régimes, il faut comparer ce qui est comparable. Prenons juste l'exemple des trimestres supplémentaires pour enfants, différents pour les fonctionnaires et les salariés du régime général. Sur quelle base les unifier ? Sur le mieux ou le moins disant ?

Pour le gouvernement, la réponse risque malheureusement d'aller de soi... Toutes les simulations montrent que le régime unique, c'est perdant-perdant !

Il faut revenir aux sources de la solidarité, à une Sécurité sociale où toutes les cotisations sont redistribuées par le salaire socialisé aux cotisants.

C'est tout le contraire des directives européennes qui prônent l'individualisme via le recours aux marchés financiers et à l'assurantiel.

L'argent existe, mais pas la volonté politique. Nos propositions, réalistes, commencent à avoir de l'écho et peuvent faire consensus.

Les plus importantes :

- l'élargissement de l'assiette des cotisations à l'ensemble des revenus salariaux (intéressement, participation)

- Les revenus financiers des entreprises, par une contribution sur les dividendes versés aux actionnaires.

- La modulation des taux de cotisations des entreprises en fonction de la création d'emplois et des critères sociaux et environnementaux.

- la réduction du chômage ou encore l'égalité salariale entre les femmes et les hommes...

- La suppression des exonérations de cotisations sociales.

Ce sont des dizaines de milliards de manque à gagner pour la protection sociale, sans parler du CICE...

Pour défendre et améliorer notre système de retraite la CGT a des propositions:

- Droits garantissant dans tous les secteurs professionnels la possibilité d'un départ à 60 ans

- Une pension d'au moins 75% du revenu net d'activité (pour une carrière complète) sans que celle-ci ne puisse être inférieure au SMIC.

- L'indexation des retraites sur le salaire annuel moyen et non sur l'inflation, facteur de décrochage de pouvoir d'achat entre les actifs et les inactifs

- La reconnaissance de la pénibilité au travail, cette dernière ne devant pas être une fatalité.

- La prise en compte pour les jeunes des années d'études, de formation et de recherche pour le premier emploi.

Ce projet de réforme des retraites répond bien aux exigences libérales de la Commission européenne, Le gouvernement prône un régime de retraite unique et universel.

Nous sommes très défavorables à la perte de notre régime particulier donc contre le régime unique !
Les quarante-deux régimes particuliers résultent de notre histoire et de nos luttes.
Le gouvernement a besoin de les unifier pour mettre en place son système de points.

Pour les IEG imaginons un peu si nous sortions de notre régimes de retraite, Pour nous les inactifs et les « actifs futur retraité », la fin des régimes spéciaux c'est :

- Disparition de la CNIEG, bien plus favorable, pour un transfert au régime générale.
- Perte des droits à notre régimes d'assurance maladie (Camieg) et ses complémentaires, et aussi pour notre famille
- Perte de nos acquis sur les avantages familiaux des inactifs
- Pour les pensions de reversions, fini la « non prise en compte » des ressources du conjoint survivant.
- Pas de reconnaissance des nuisances au travail, reconnue par les services civils, actifs et insalubrités
- Perte des droits à nos activités sociales, plus de séjour, plus de réseau solidaire, plus d'aides, ect..
- Et surtout, avec la difficulté économique que cela représenterai, perte du Tarif Particulier de l'électricité
- La fin du statut des électriciens et gaziers pour les retraités!

Comment faire échec à cette réforme des retraites, alors que le gouvernement garde son cap faisant fi de la colère qui s'exprime dans le pays ?

L'avenir n'est pas écrit et nous ne voulons pas être pessimistes.

Il faut élargir encore les mobilisations autour de ces propositions. Nous avons affaire à une remise en cause d'un projet de société.

Tous les salariés sont concernés : actifs comme retraités du public et du privé.

Les retraites sont assises sur une vie de travail. Les retraités sont donc d'abord des travailleurs. Leurs mobilisations irriguent le monde du travail et inversement. Ce sont des forces qui s'additionnent, qui donnent de la puissance à la puissance.

Stoppons ce projet de régression sociale et participons tous dans l'action de ce 24 septembre 2019 !